

Crise globale, crise de la globalisation

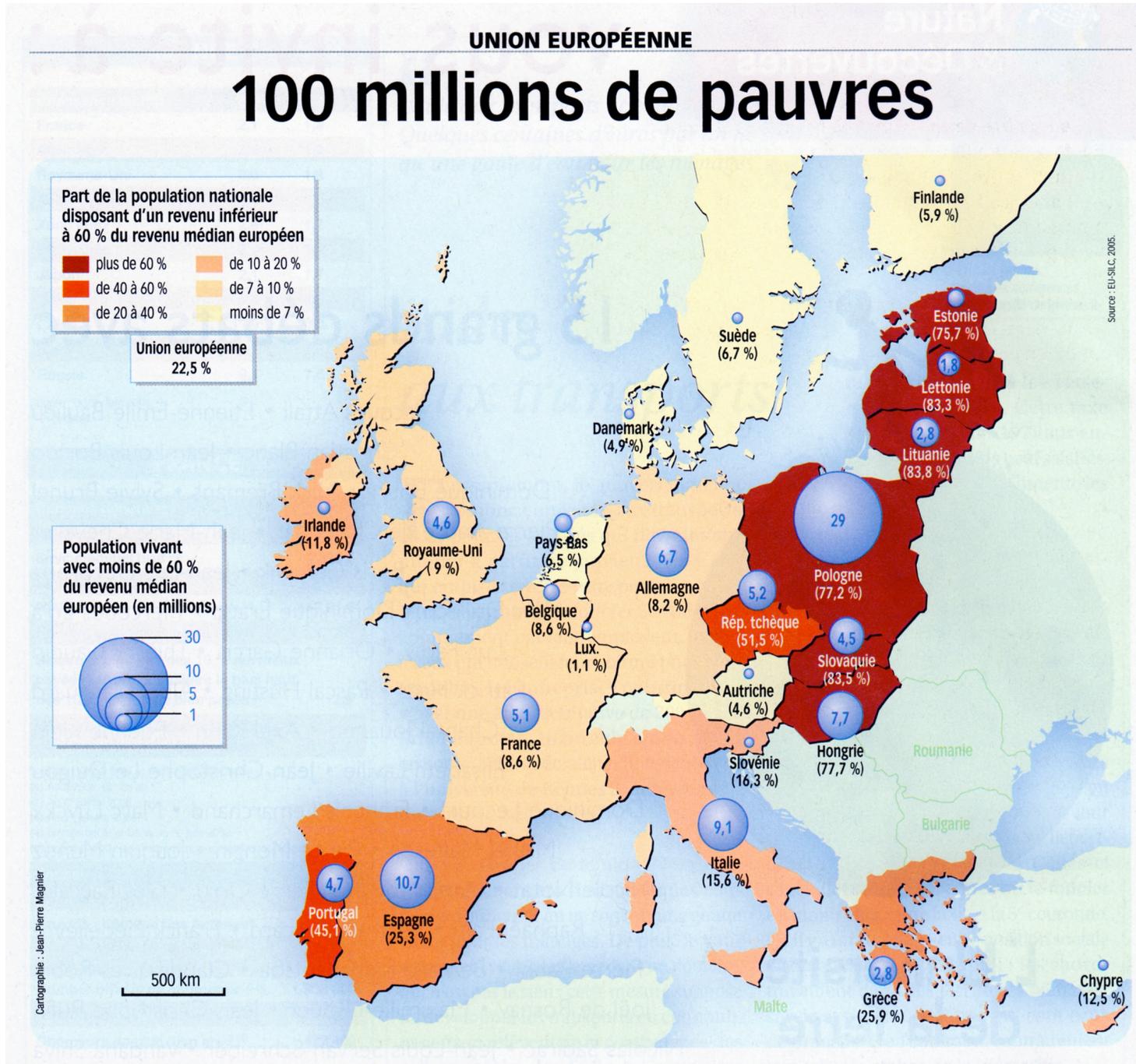
Jean-Marie Harribey

2010

<http://harribey.u-bordeaux4.fr>

<http://www.alternatives-economiques.fr/blogs/harribey>

Source : *Alternatives économiques*, octobre 2008 (revenu médian européen 8600 € par an en 2004)



« Innovations » financières et crises

- Produits dérivés, titrisation, LBO, effet de levier, marchés à terme, rachat d'actions, stock-options
- 1987 : effondrement des bourses
- 1988-89 : crises des caisses d'épargne américaines
- 1995 : crise mexicaine
- 1997 : crise asiatique
- 1998 : crise russe et dérouté du LTCM
- 2000 : éclatement de la bulle internet
- 2001 : crise argentine
- 2007 : crise des subprimes américains

D'une crise à l'autre

Source: G. Duménil, D. Lévy, *Crise et sortie de crise*, PUF, 2000, p. 35

Figure 3.1 Taux de profit (%) : Europe (----) et États-Unis (—)



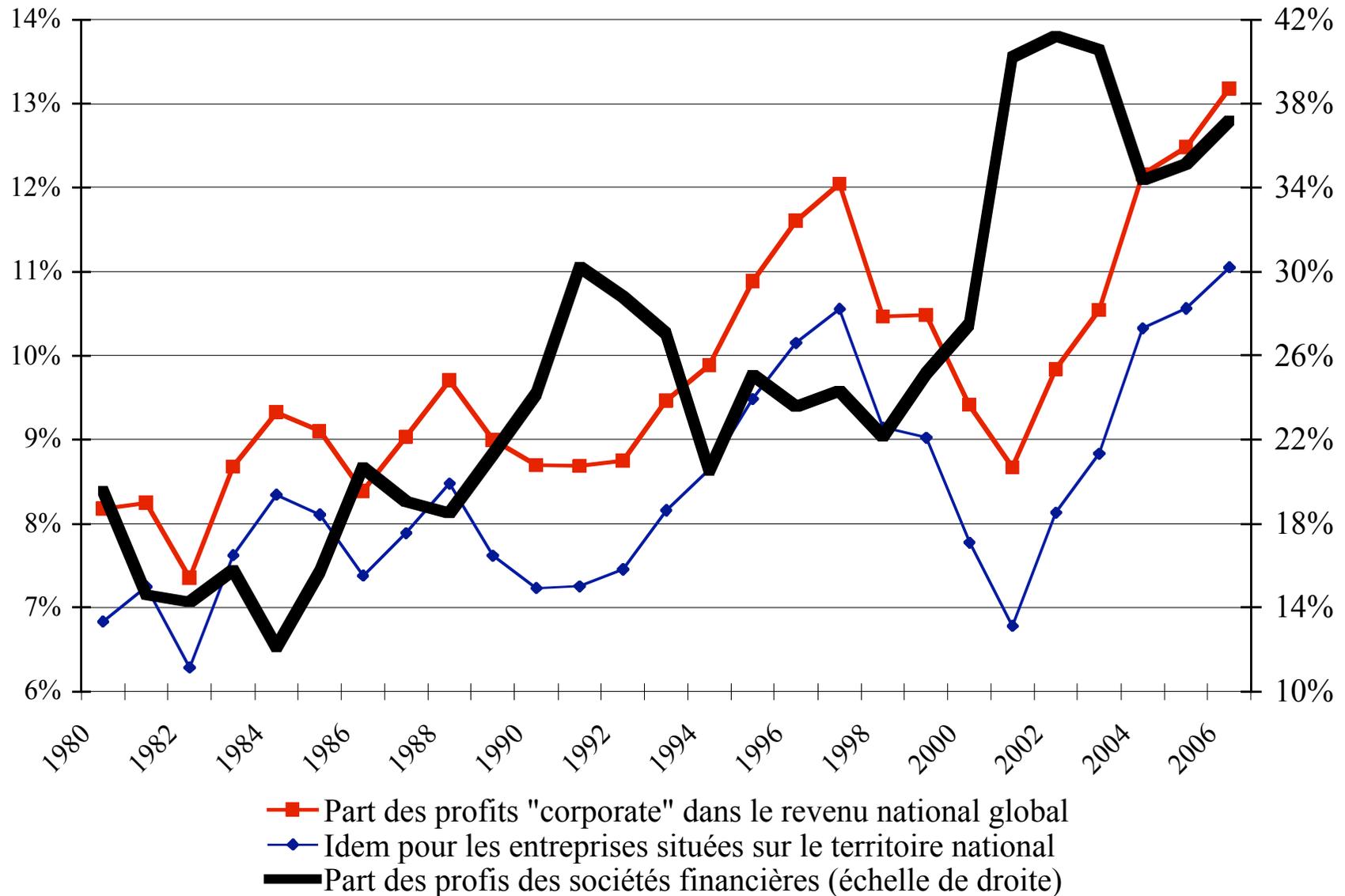
Europe renvoie aux trois pays : Allemagne, France et Royaume-Uni. L'unité d'analyse est l'ensemble des entreprises. Le taux de profit rapporte une mesure large des profits (la production diminuée du coût du travail) au stock de capital fixe, net de l'amortissement (encadré 3.1). Les profits contiennent donc encore les impôts, les intérêts et les dividendes.

Sortie de crise des années 1960-70 ?

- Années 1970-1980 : libéralisation du mouvement des capitaux
- 1979 : Augmentation des taux d'intérêt et retournement des politiques économiques
- Depuis les années 1980 : baisse du « coût du travail » par la déconnexion des salaires par rapport à la productivité et par le laminage de la protection sociale

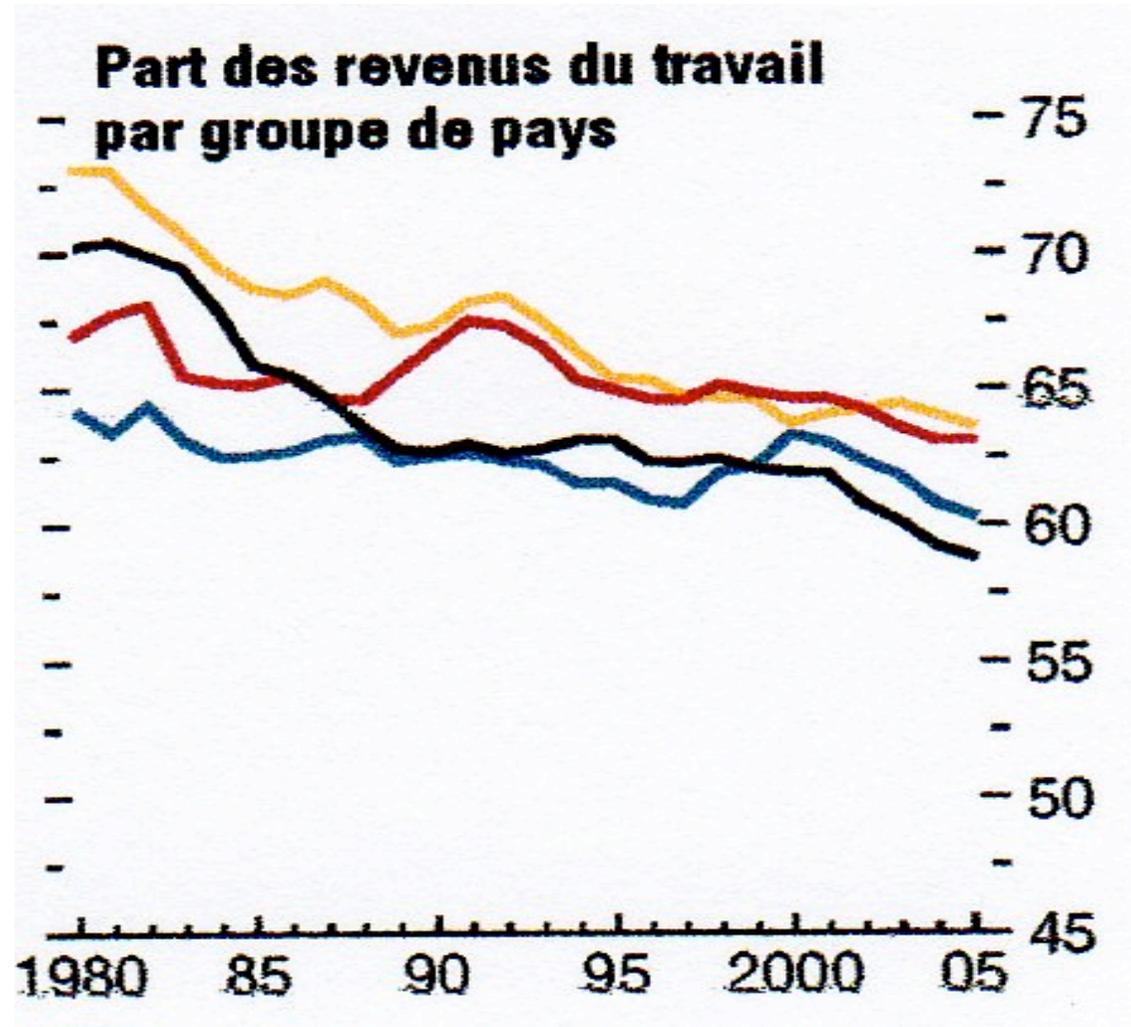
Part des profits dans l'économie des USA

Source : Bureau of Economic Analysis et EHESS



Source : FMI, Rapport 2007

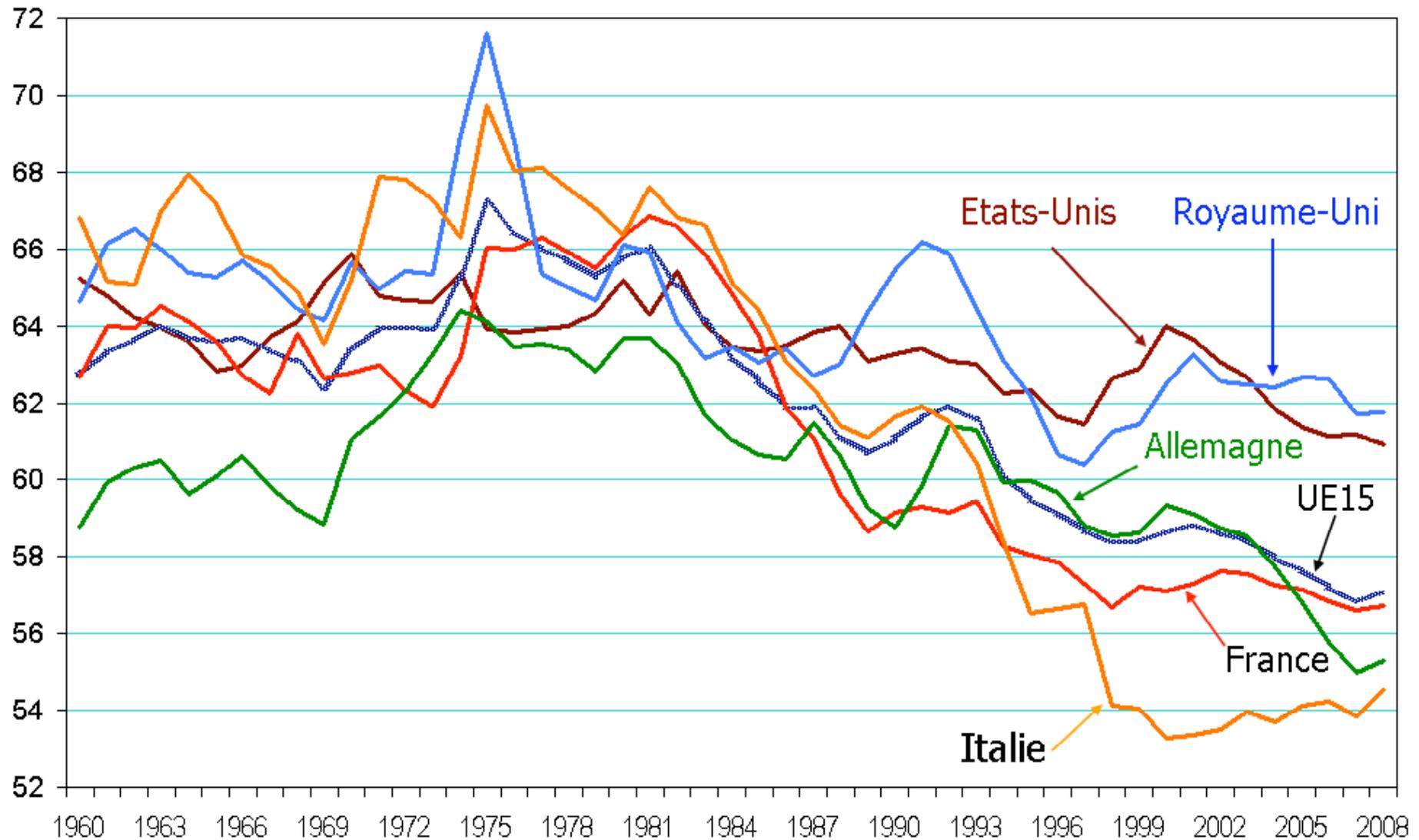
Europe Japon Etats-Unis Autres pays anglo-saxons (en % du PIB)



Evolution de la part salariale 1960-2008

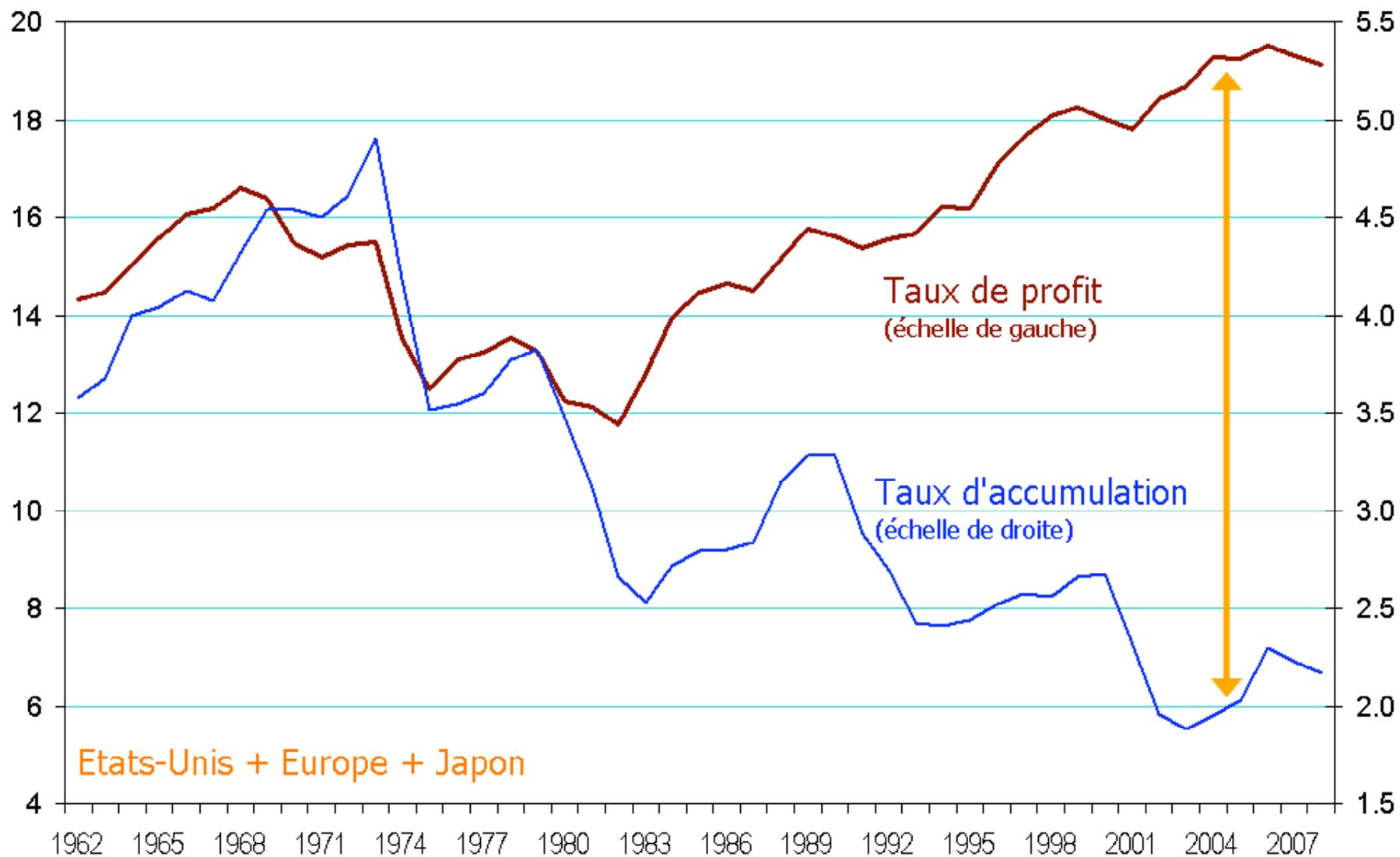
Source : FMI, in M. Husson, « Le partage de la valeur ajoutée », 2009

<http://hussonet.free.fr/psalfo.pdf>



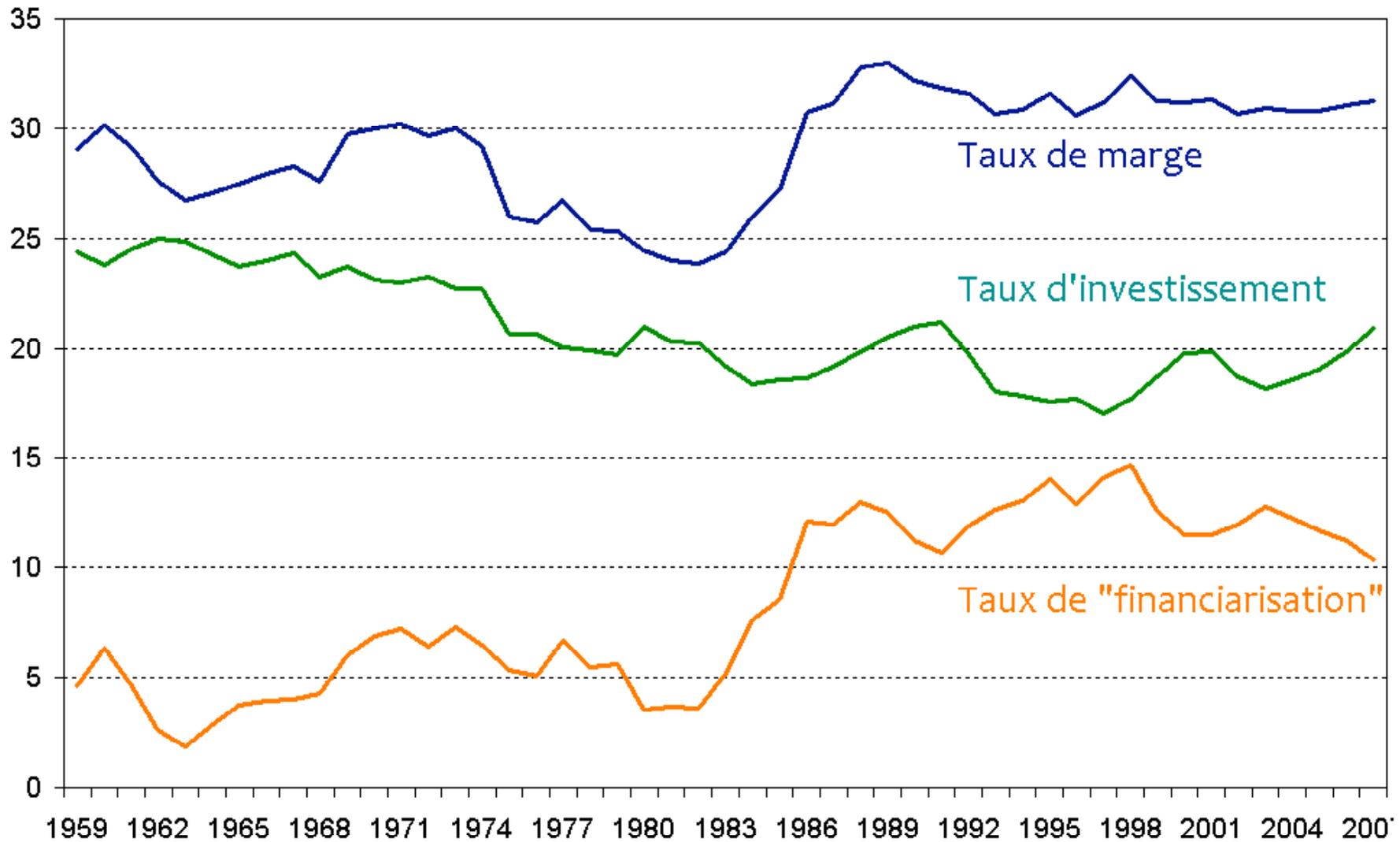
Le profit pour l'accumulation ?

Source : OCDE, in M. Husson, « Le partage de la valeur ajoutée »



Le profit pour les actionnaires

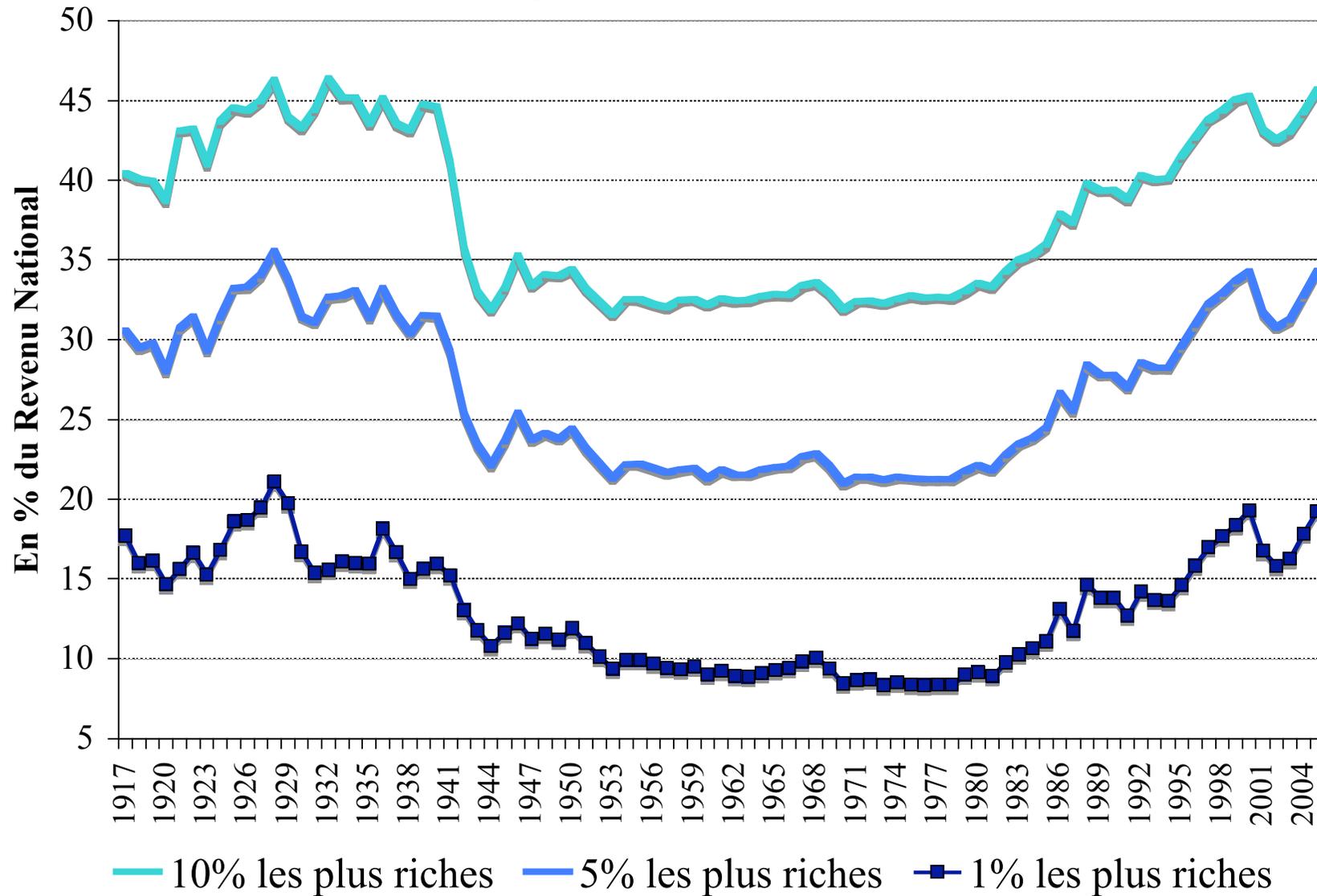
Source : OCDE, in M. Husson, « Le partage de la valeur ajoutée »



Augmentation des inégalités aux USA

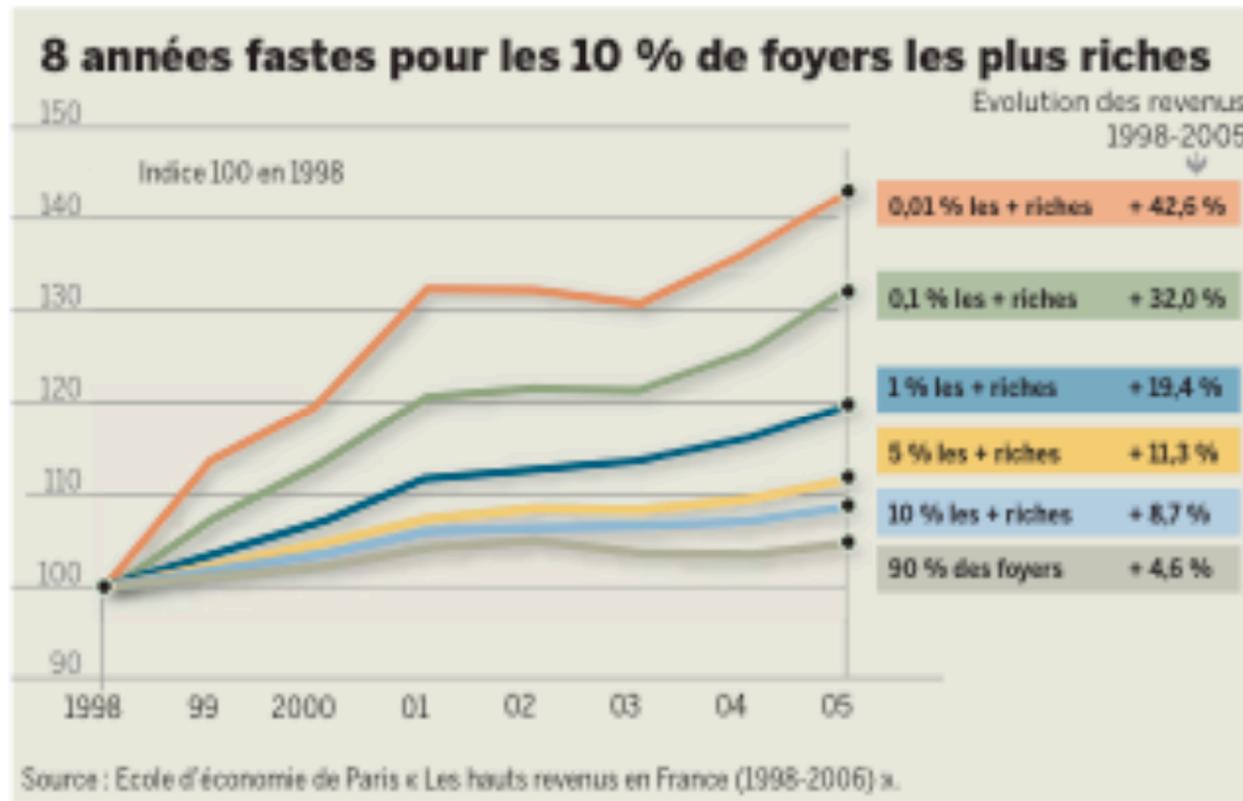
Source : T. Piketty and E. Saez, "Income Inequality in the United States",
Quarterly Journal of Economics, February ,2003.

Répartition du Revenu



Augmentation des inégalités en France

Source : Camille Landais, « Les hauts revenus en France (1998-2006) : Une explosion des inégalités ? », EEP, 2007

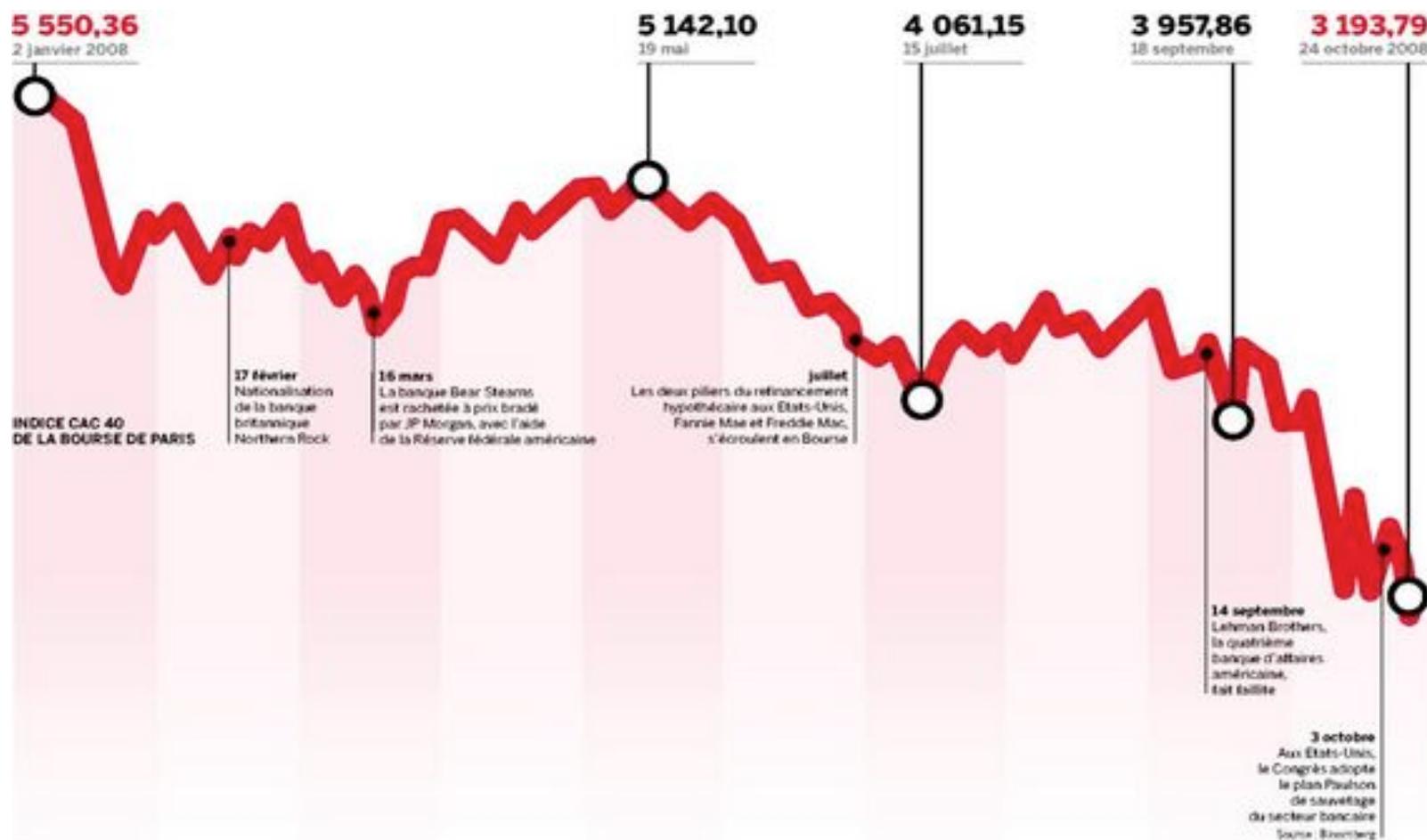


La finance rattrapée par la loi de la valeur

- Marx : La financiarisation du capitalisme n'a fait qu'exacerber la contradiction entre le passage obligé par le circuit *capital argent-capital productif-capital argent supérieur (A-P-A')* et la tentation permanente mais illusoire d'éviter celui-ci pour aller directement au but *A-A'*.
- Keynes dira ensuite que la liquidité ne peut être vraie simultanément pour tous les porteurs d'action.

« 25 000 milliards de dollars évanouis »

Le Monde, 26 et 27 octobre 2008



Le pourquoi du pourquoi... ?

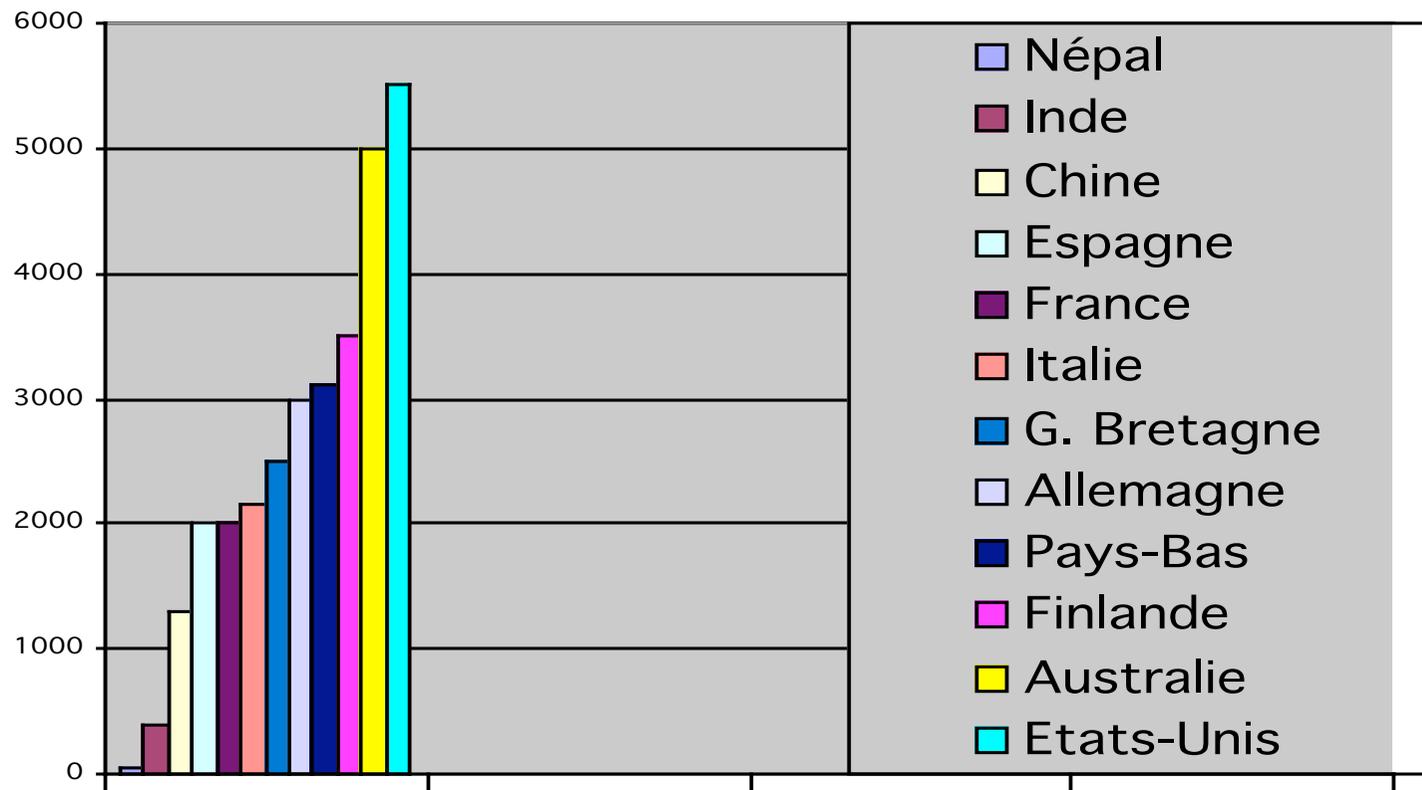
- Crise de l'immobilier ?
- Crise bancaire ?
- Crise financière ?
- Ampleur de la crise ?
- Financiarisation ?
- Fuite dans l'endettement ?
- Surproduction, suraccumulation ?
- Capitalisme néolibéral ?
- Modèle de développement ?

Emission d'équivalent-carbone (en kg par habitant)

Source : d'après United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCEF) Carbon Dioxide, 2000, *Information analysis (CDIAC)*, in « Document Séminaire gouvernemental sur le développement durable », Paris, 28 novembre 2002.

1 kg de C dans 3,7 kg de CO₂ ou 1 kg de CO₂ contient 0,27 kg de C

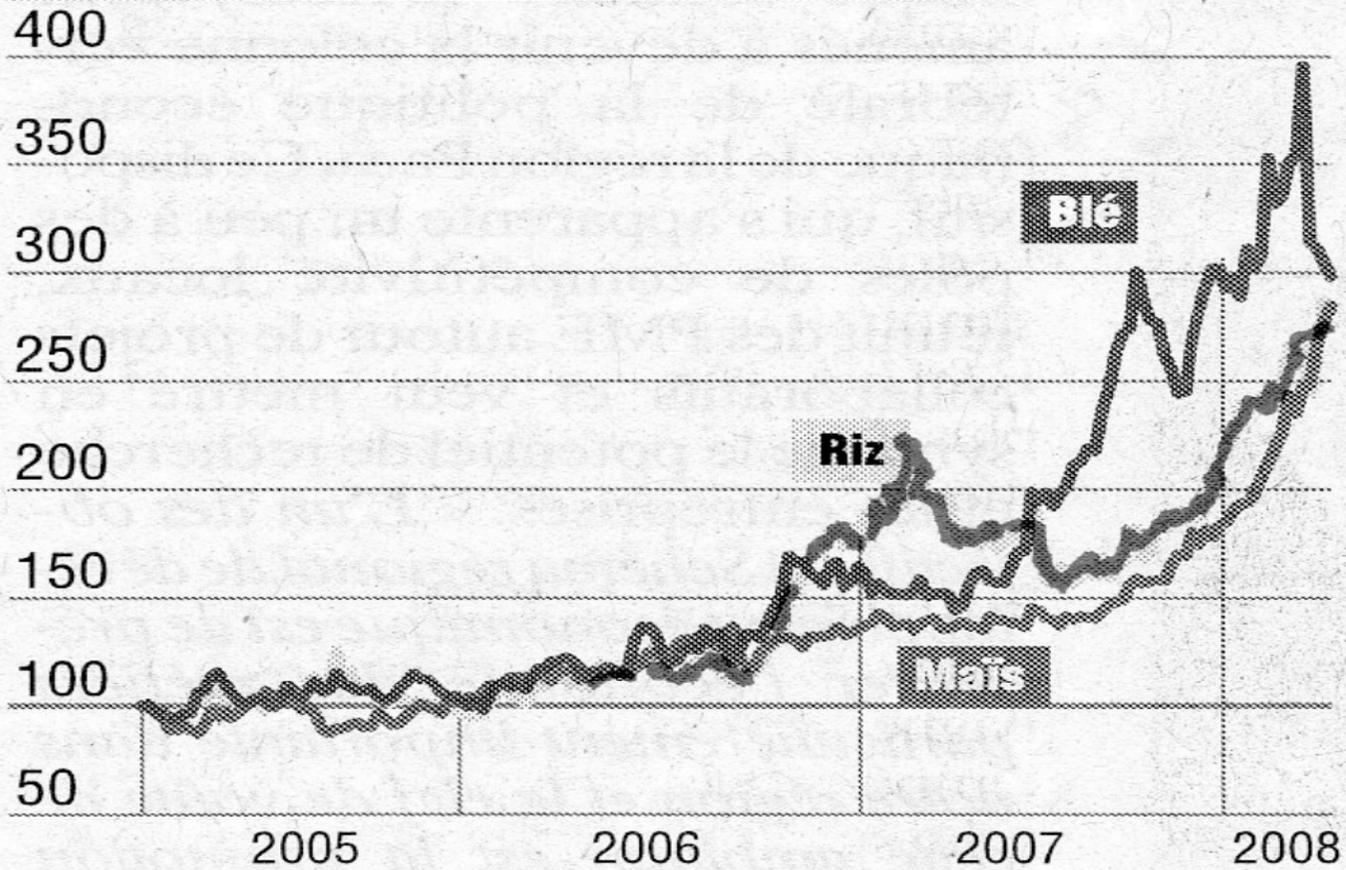
Près de 30 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ sont émis par an, *i.e.* 8 milliards de tonnes de carbone, soit 1,2 tonne par habitant au lieu de 0,5 tonne absorbable par la planète



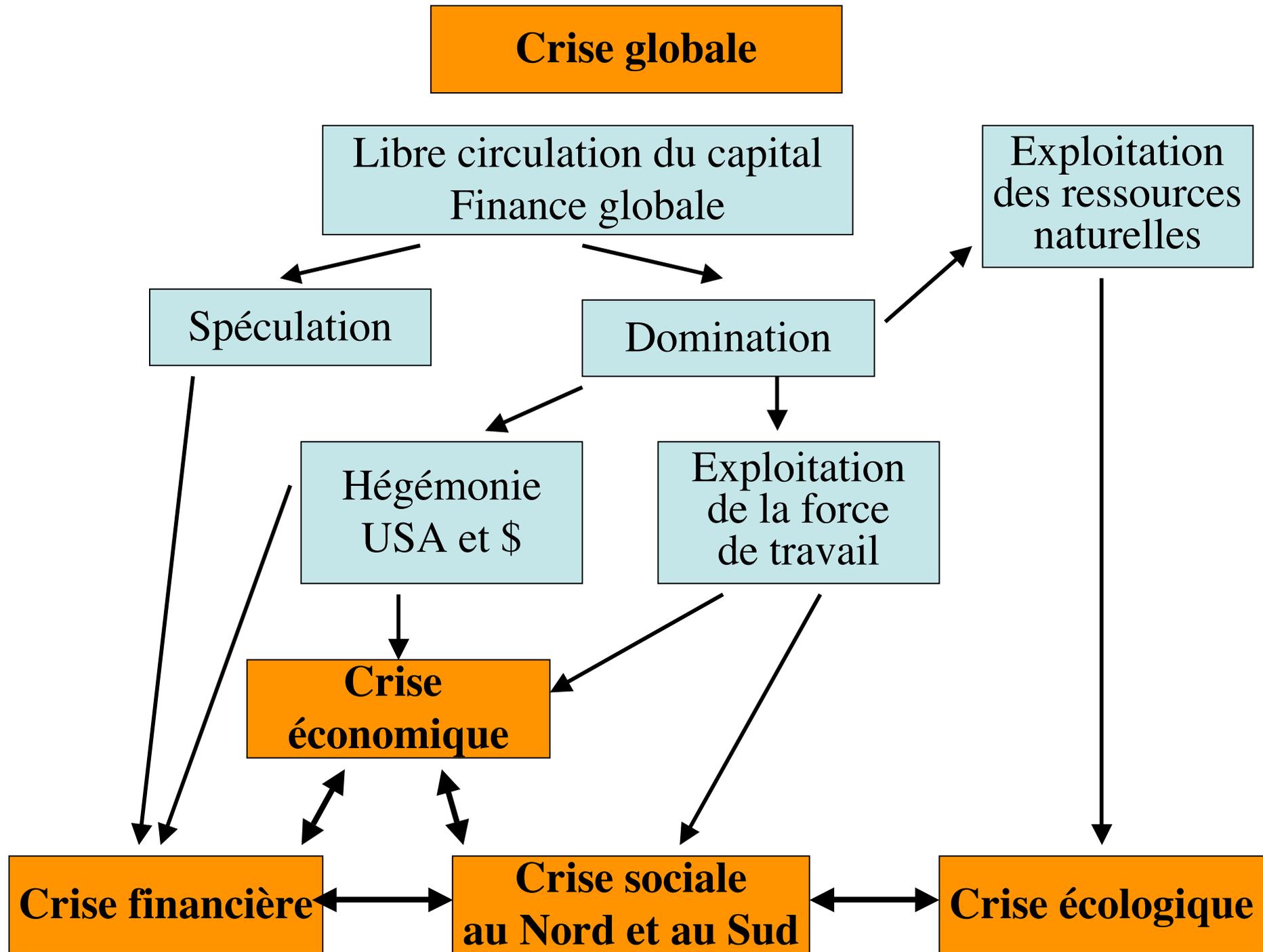
Spéculation

L'évolution du prix des céréales

A Chicago, base 100 fin décembre 2004



idé



De l'argent pour les banques ?

- D'août 2007 à août 2008 : interventions des banques centrales qui prêtent des milliers de milliards aux banques
- Depuis septembre 2008 :
 - Baisse des taux d'intérêt coordonnée par les BC : FED (0%), BCE (1,25%), B d'Angleterre (3%)
 - Nationalisation de Fannie Mae et Freddie Mac (200 milliards \$), American International Group (85 milliards \$)
 - Rachat des dettes de Hypo Real Estate (100 milliards €)
 - Nationalisation partielle des 8 plus importantes banques britanniques (65 milliards €)
 - Plan Paulson : 840 milliards \$ (recapitalisation et rachat des créances toxiques)
 - Plan européen : 1700 milliards € (recapitalisation et garantie des prêts interbancaires)
 - France : 40 milliards € pour recapitaliser et 320 pour garantir

Des plans de relance ?

- USA : 789 milliards de \$
- Chine : 545 milliards €
- Japon : 400 milliards €
- UE : 400 milliards € sur 2009 et 2010, mais sans coopération, chaque Etat étant enjoint d'agir isolément

Nouvelle contre-réforme des retraites ?

- Recul ou suppression de l'âge de départ à la retraite
61, 62, 65, 67ans ... ?
- Allongement de la durée de cotisation :
40 ans en 2008
41 ans en 2012
? en 2020 ?
- Changement de régime ?

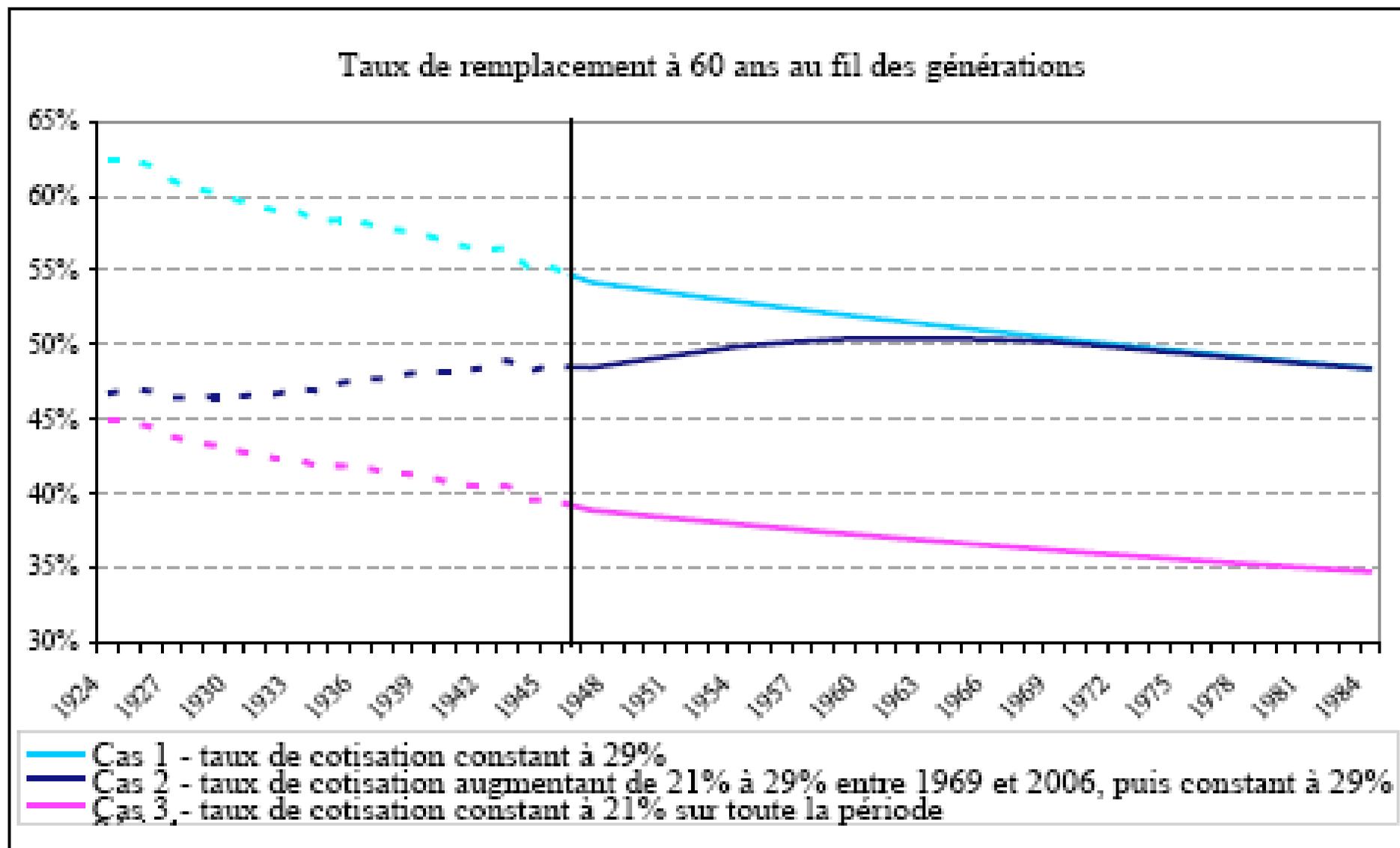
Régime par points ?

- Existe déjà pour les retraites complémentaires (ARRCO et AGIRC)
- Accumulation de points, dont on fixe la valeur, au fur et à mesure que l'on verse des cotisations
- « Contributivité » du système : « I want my money back » (Thatcher)
- Pour équilibrer le système on distingue le taux de cotisation donnant des droits (6% à l'ARRCO) et le taux prélevé ($6\% \times 1,25 = 7,5\%$)

Régime par comptes notionnels ?

- Principe de la neutralité actuarielle : date de départ à la retraite neutre pour le montant total de la retraite
- Comptes virtuels pour chaque salarié où l'on porte le montant des cotisations
- Montant de la pension proportionnel à ce capital virtuel actualisé, auquel on applique un coefficient de conversion dépendant de l'âge de départ à la retraite et de l'espérance de vie à cet âge de la génération à laquelle appartient le salarié
- Contributivité, logique individualiste, incitation à travailler plus pour les travailleurs les plus pauvres et ayant les travaux les plus pénibles

Changement de régime pour les retraites ?



Le G20 : en vain

- Décisions
 - Bonus : légitimation des profits financiers
 - G20 et FMI, directoires du monde
 - OMC : réaffirmation de la libéralisation des marchés
- Silences
 - Paradis fiscaux blanchis les uns après les autres
 - Mécanismes financiers confortés : marchés de gré à gré, à terme, produits dérivés, titrisation, hedge funds, banques de dépôts et d'affaires confondues, normes comptables de marché
 - Taxation des transactions financières ?

Une taxe Tobin globale

- Transactions financières :
près de 1 million de milliards \$ par an (plus de 15 fois le produit mondial)
- Une taxe de 0,1 % réduirait de 60 à 80 % ce volume et rapporterait entre 400 et 800 milliards \$ par an.
- Possibilité de double taux
- Rien à voir avec la proposition de Kouchner (0,005 %) en sorte de « rassurer les marchés financiers »

Autrement est possible

- Socialisation du secteur bancaire et financier sous contrôle citoyen
- Taxation internationale des transactions financières
- Limitation stricte des revenus financiers et réduction des inégalités
- Placement hors marché des biens publics mondiaux, des services publics et de la protection sociale
- Régulation politique du climat et de l'écologie
- Toutes les institutions internationales sous l'égide de l'ONU
- Mode développement non productiviste : bifurcation de l'économie
- Finalités du travail, RTT

Les enjeux ratés de Copenhague

- Diviser par 2 les émissions de GES d'ici 2050 et donc au moins par 4 dans les pays riches
- Le plan européen prévoit 3x20 (émissions de GES, économies d'énergie, renouvelables), les Etats-Unis ne prévoient qu'une baisse de 7% en 2020, alors que le GIEC demande -40% pour les pays riches / 1990
- Intégration des pays du Sud dans la régulation du climat
- Puits de carbone ?
- Circulation des connaissances et des techniques
- Taxes globales, notamment sur l'énergie

Remettre l'économie sur ses deux pieds : les humains et la nature

- Alliance du social et de l'écologie suppose une nouvelle conception de la richesse
- En dépendent notre empreinte écologique, notre empreinte carbone et une répartition égalitaire des ressources naturelles
- Priorité à :
 - Production de biens et services utiles (valeurs d'usage plutôt que valeurs d'échange)
 - Réhabilitation des productions non marchandes
 - Contrôle public de la monnaie
 - Déconnexion progressive du développement humain vis-à-vis de la croissance

Crise systémique

- Elle touche en premier lieu le cœur du capitalisme, les États-Unis et tous les pays de la Triade, et elle s'étend ensuite à la périphérie du système.
- Le modèle d'accumulation financière est insoutenable, tant en termes de partage des richesses que de prolifération de techniques spéculatives.
- Elle est multidimensionnelle, du financier à l'économique, du social à l'écologique.
- Elle est aussi une crise intellectuelle car l'idéologie néolibérale est délégitimée : le marché, la concurrence, le libre-échange, le laisser-faire et l'appât du gain ne conduisent pas au bien-être général.
- Elle est géopolitique car les rapports de force dans le monde ont évolué et ne ressemblent plus du tout à ceux de l'après-guerre ; les institutions mises en place à ce moment-là sont de ce fait inadaptées.

Réguler ou dépasser le capitalisme ?

- Relance keynésienne ? Keynésianisme vert ?
Capitalisme vert ?
Deux blocages non levés :
 - La propriété et le pouvoir du capital
 - La répartition des revenus et des richesses naturelles
- La réponse est contenue dans l'incapacité radicale du capitalisme à répondre aux urgences sociales et écologiques qu'il a engendrées

Bibliographie J.M. Harribey

- *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, L'Harmattan, 1997.
- (co-dir.), *Capital contre nature*, PUF, 2003.
- (Attac, dir.) *Le développement a-t-il un avenir?*, Mille et une nuits, 2004.
- (Attac, dir.), *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Mille et une nuits, 2006.
- (co-dir.), *Le développement en question(s)*, PUB, 2006.
- (Attac, co-dir.) *Sortir de la crise globale*, La Découverte, 2009
- *Raconte-moi la crise*, Le Bord de l'eau, 2009

Bibliographie générale

- Attac, « Briser l'engrenage des crises », *Lignes d'attac*, n° 70, octobre 2008, <http://www.France.attac.org/spip.php?article8890>
- Attac, « De Charybde en Scylla », *Lignes d'attac*, n° 69, septembre 2008
- Attac, « Le capitalisme caméléon », Edito, *Lignes d'attac*, n° 71, novembre 2008
- Attac, « 1984 ne doit pas arriver », *Lignes d'attac*, n° 71, novembre 2008
- Attac (dir. J.M. Harribey et D. Plihon), *Sortir de la crise globale, Vers une société solidaire et écologique*, La Découverte, 2009
- CAE, *Les crises financières* (R. Boyer, M. Dehove, D. Plihon), La Doc. Française, 2004
- J. Cossart, J.M. Harribey, D. Plihon, « Rompre avec l'emprise de la finance », *Le Monde*, 17 septembre 2008
- J.M. Harribey, « Toujours plus de crises », *Lignes d'attac*, n° 70, juin 2008
- J.M. Harribey, « On n'attrape pas la lune », *L'Humanité*, 18 octobre 2008
- J.M. Harribey, « Correspondance entre Marx et Keynes », *Libération*, 19 novembre 2008
- J.M. Harribey, « Les vertus oubliées de l'activité non marchande », *Le Monde diplomatique*, novembre 2008
- J.M. Harribey, *Raconte-moi la crise*, Le Bord de l'Eau, 2009.
- M. Husson, « La hausse tendancielle du taux d'exploitation », *Imprecor*, n° 534-535, 2008
- I. Johsua, *La grande crise du XXIe siècle, Une analyse marxiste*, La Découverte, 2009
- F. Lordon, « Le jour où Wall Street est devenue socialiste », *Le Monde diplomatique*, octobre 2008
- OFCE, « La crise du capitalisme financier », *Revue de l'OFCE*, n° 110, juillet 2009

Annexes

Démembrement des structures de la finance

1. Pôle bancaire et financier public à l'échelle européenne

- *Principes :*

Monnaie = bien public, création monétaire contrôlée

Sécurité des dépôts : sauver les ménages par rapport aux banques

Espace européen pertinent pour socialiser le secteur bancaire

- *Conditions :*

Socialiser tout le secteur bancaire et financier avec contrôle citoyen

Suppression des paradis fiscaux et du secret bancaire

Abrogation des articles des traités européens

- *Politique monétaire possible*

Dualité de taux d'intérêt, création monétaire pour les États

- *Conditions :*

Suppression du PSC et BCE sous contrôle

Démembrement des structures de la finance

2. Au niveau mondial

- *Principes*

Conférence mondiale sous l'égide l'ONU

Revenir à un financement bancaire et non par les marchés financiers

- *Conditions*

Suppression des produits dérivés et de la titrisation

Abandon des nouvelles normes comptables

Fiscalité internationale à partir de taxes globales dont les assiettes seraient : transactions financières, transports, énergie, déchets,

Impôt uniforme sur les bénéfices consolidés des multinationales

Annulation de la dette publique des pays du Sud

Revalorisation de la condition salariale

- *Principe*

Réduire les inégalités en frappant le capital au cœur : sa rémunération

- *Conditions*

Revenu maximum dans les entreprises et écrêtement des revenus financiers

Suppression des stocks options

Salaire minimum dans chaque pays = 60% du revenu médian

Résorption de l'écart des salaires hommes/femmes

Gains de productivité pour la RTT

Respect des normes de l'OIT

Annulation des « réformes » de la protection sociale, des privatisations et mise hors marché des biens communs

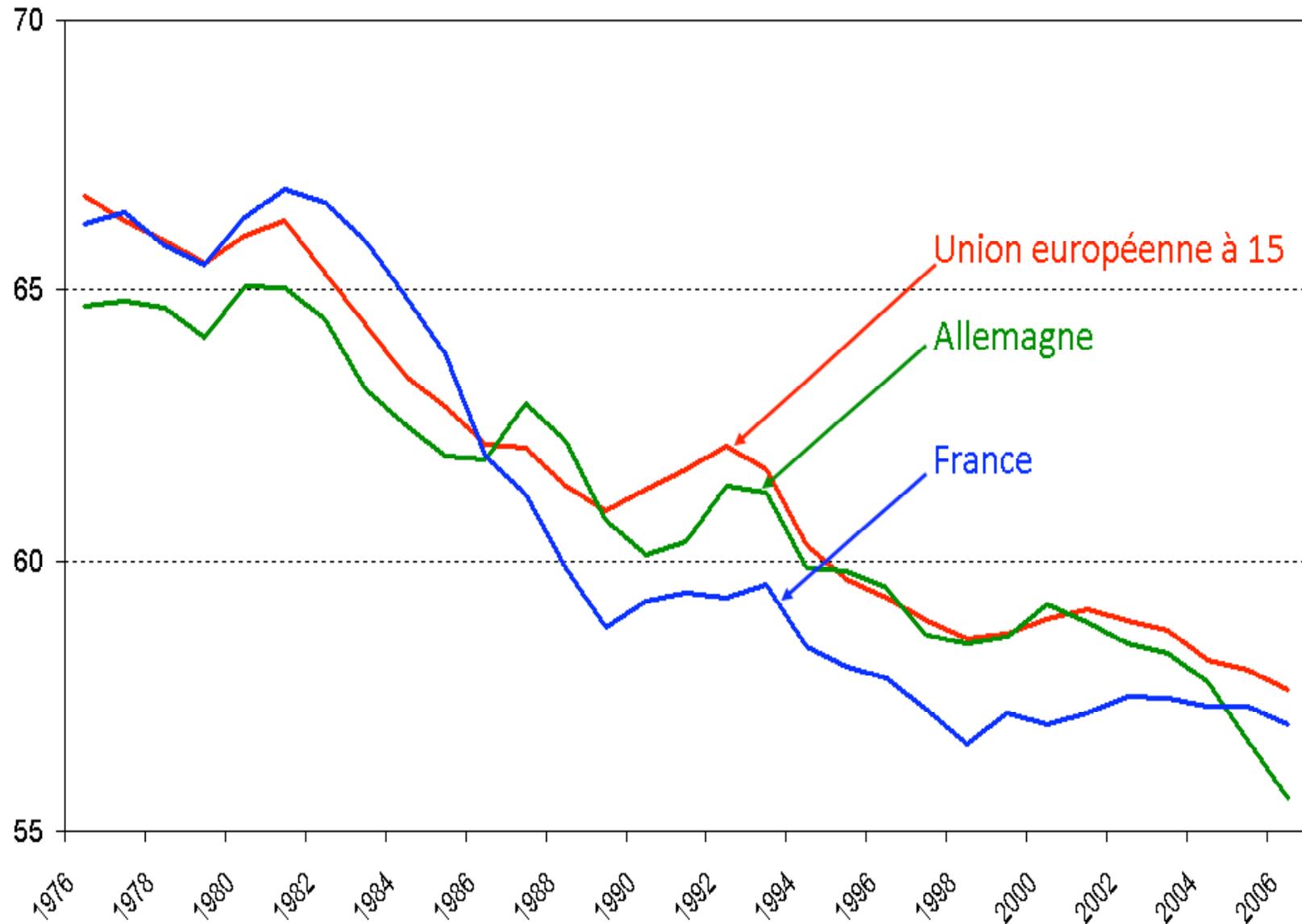
Soumission des échanges internationaux à des normes sociales et écologiques

Accords de coopération avec les pays du Sud

Interdiction des licenciements et des délocalisations dans les entreprises profitables

Evolution de la part salariale 1976-2006

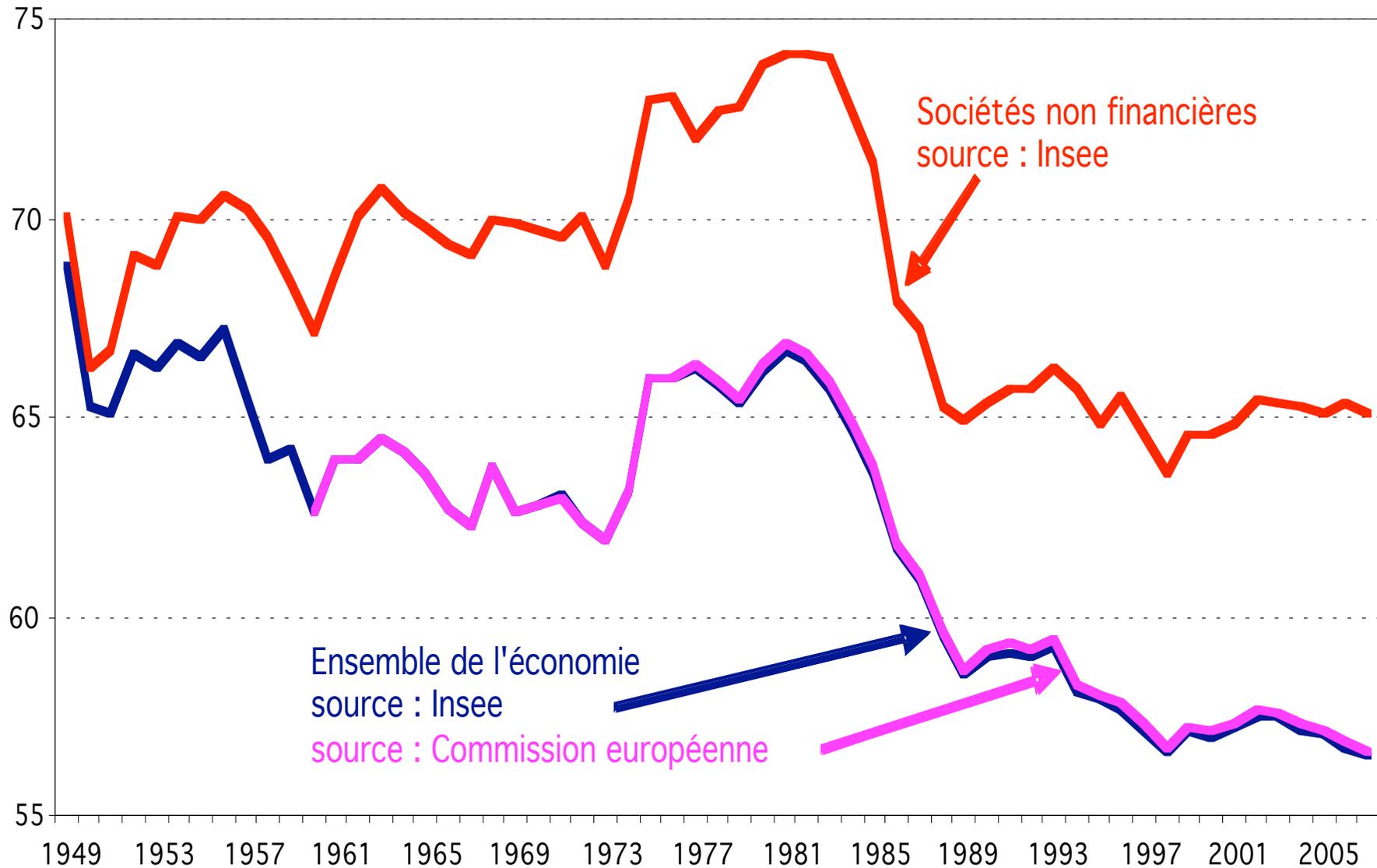
Source : OCDE, in M. Husson, « Le partage de la valeur ajoutée »



La part des salaires en France

en % de la valeur ajoutée 1949-2008

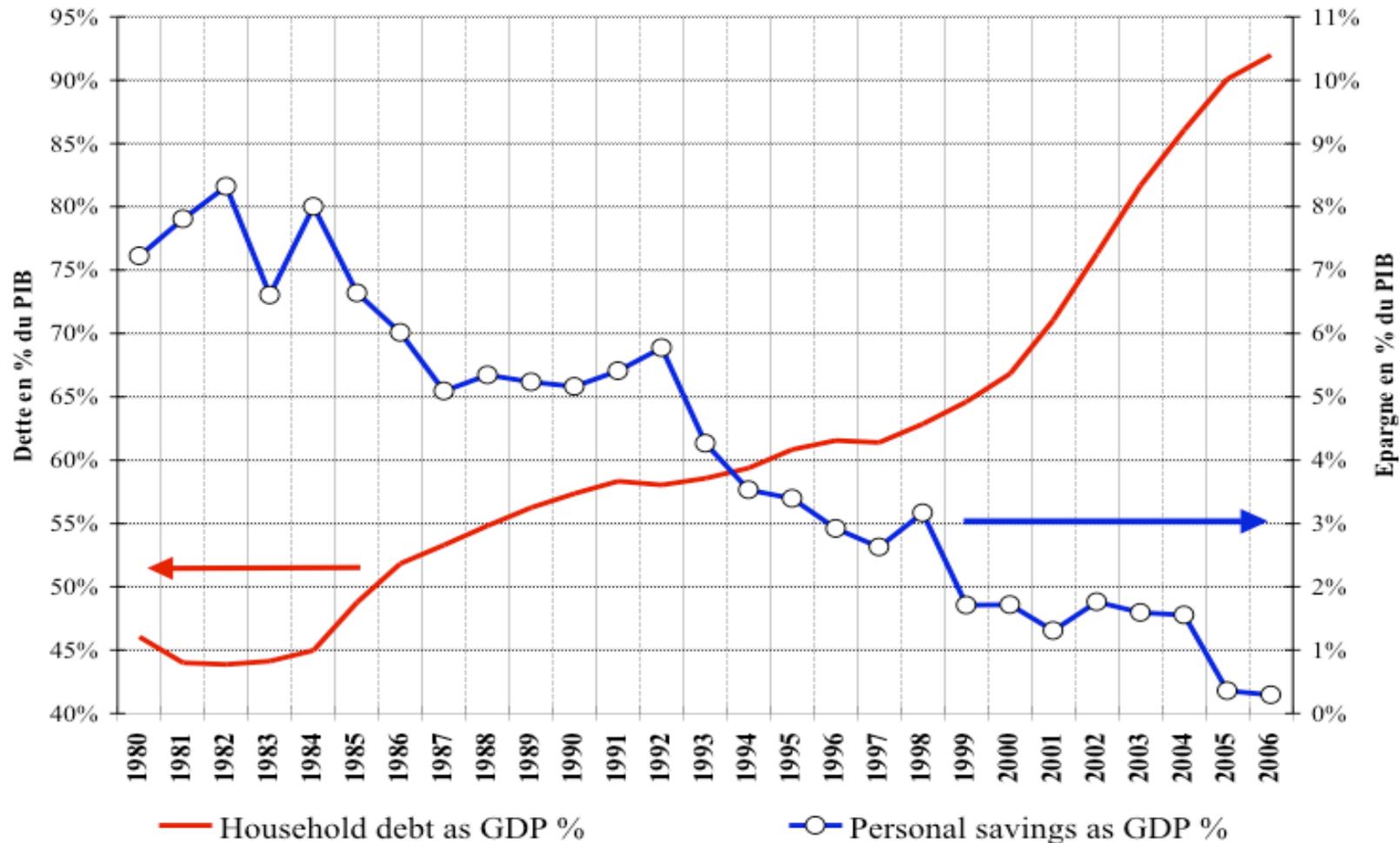
Source : OCDE, *in* M. Husson, « Le partage de la valeur ajoutée »



Source : J. Sapir, « La crise est-elle devant nous ?
 Evaluation de l'impact réel de la crise financière »

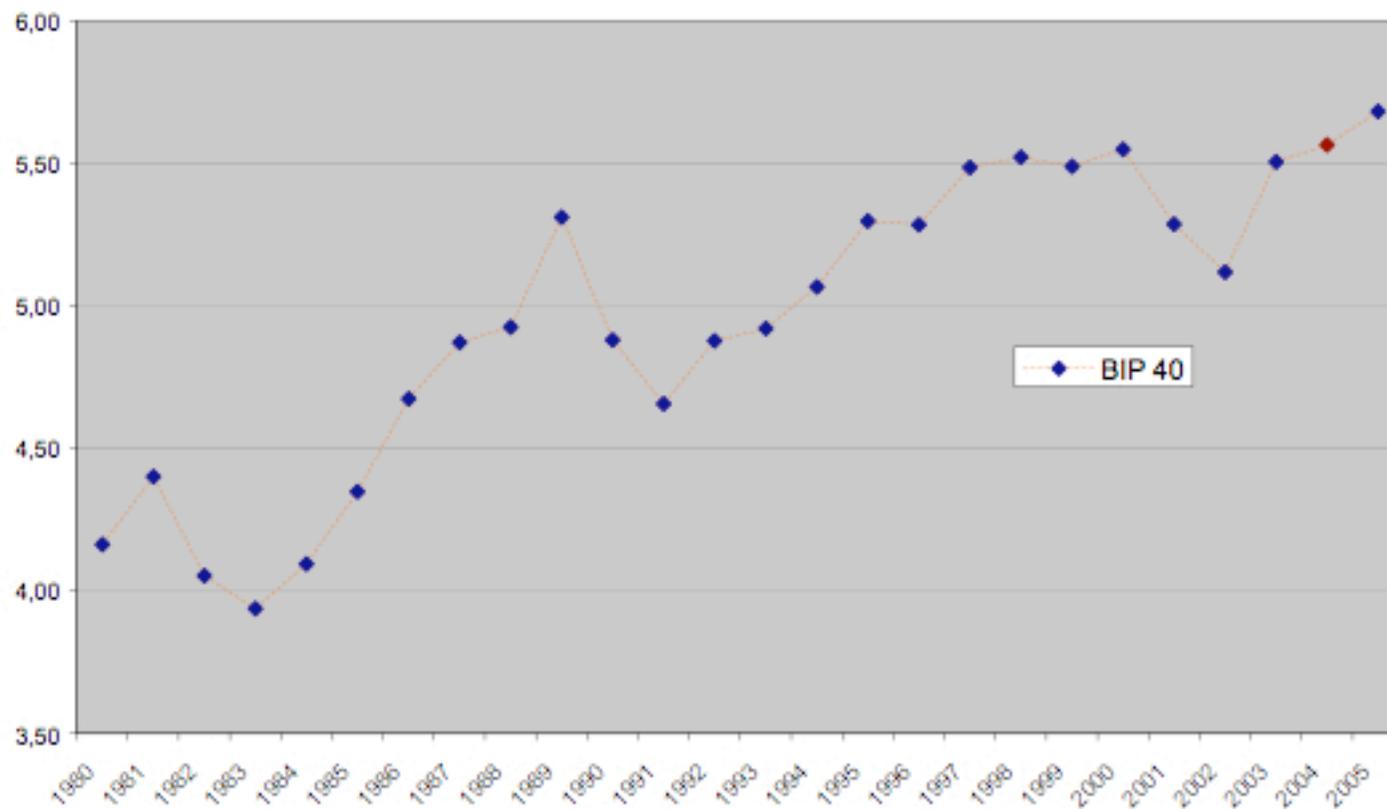
Debt&savings GR

Comparaison de l'épargne et de la dette des ménages américains



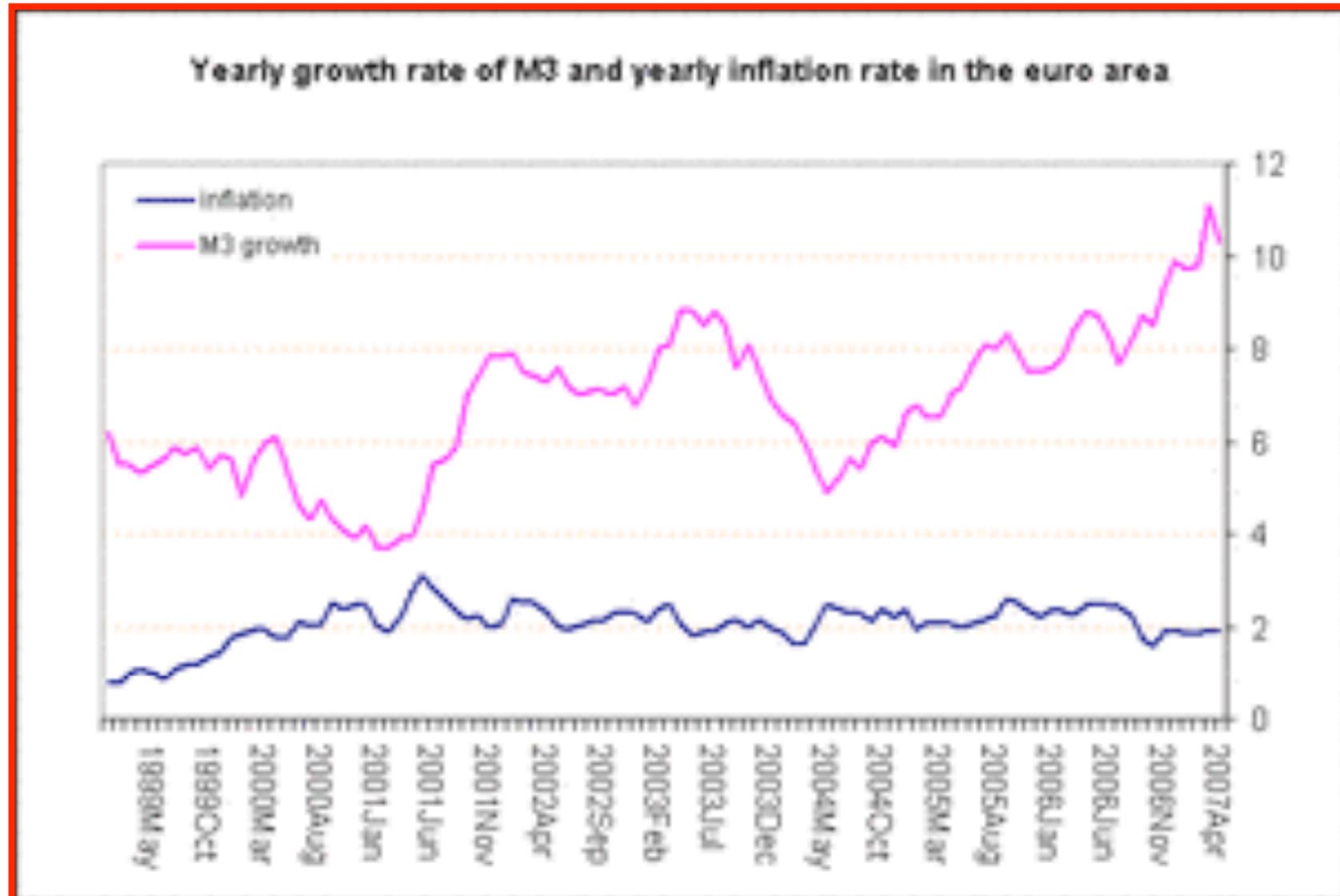
Source : Réseau d'alerte sur les inégalités, <http://www.bip40.org/fr>

BIP 40 - Evolution des inégalités depuis 1980



Croissance de la masse monétaire et taux d'inflation dans la zone euro

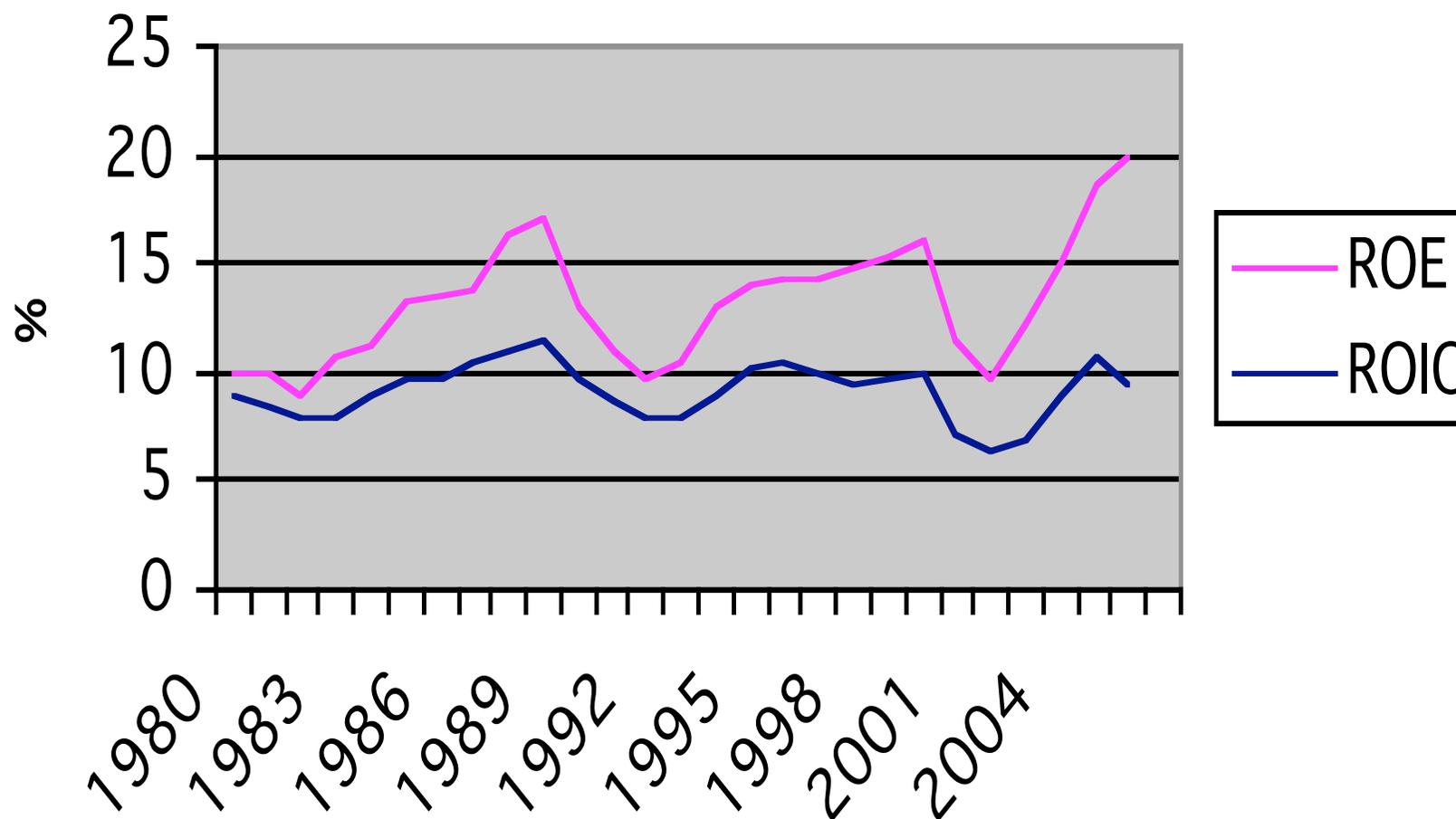
Source : BCE



L'effet de levier

Entreprises cotées au MSCI World Index (1980 à 2006)

Source : L Moret, Exane BNP Paribas, 1er mars 2007



- Rentabilité financière (ROE : Return on equity = sur fonds propres)
- Rentabilité économique (ROIC : Return on invested capital)

Plans de relance en % du PIB

Arabie Saoudite	3,3	Indonésie	1,3
Chine	2	Afrique du Sud	1,3
Etats-Unis	1,9	Espagne	1,1
Russie	1,7	Mexique	1
Canada	1,5	Australie	0,8
Allemagne	1,5	France	0,7
Corée du Sud	1,5	Inde	0,5
Japon	1,4	Brésil	0,3
Royaume-Uni	1,4	Italie	0,2
Argentine	1,3		

Dette publique en % du PIB

	2006	2008	2010 prévisions
Allemagne	66,0	68,7	80,1
Chine	16,5	17,9	23,4
Espagne	39,6	38,6	53,8
Etats-Unis	61,9	68,7	90,2
France	63,6	66,1	77,1
Italie	106,9	105,6	112,4
Japon	195,3	202,5	225,1
Royaume-Uni	43,3	50,4	68,7

Normes comptables mystificatrices

2007		2008		2009	
Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Créances 100	Capitaux propres 30 dont : Capital social 15 Réserves 5 Résultat 10 Dépôts 70	Créances 60	Capitaux propres – 10 dont : Capital social 15 Réserves 0 Résultat – 25 Dépôts 70	Créances 60 Trésorerie 40 (après recapitali- sation)	Capitaux propres 30 dont : Capital social 15 Réserves 0 Résultat 15 Dépôts 70

Alternatives (compléments)

- le contrôle strict du mouvement des capitaux, notamment par la taxation de toutes les transactions financières, pour mettre fin à l'ouverture généralisée des marchés de capitaux et de marchandises
- la soumission de la Banque centrale européenne, de sa politique monétaire et de la pratique des banques ordinaires au contrôle des pouvoirs démocratiques élus ; socialisation européenne (\neq nationalisation)
- la suppression des stock-options et de la titrisation et des paradis fiscaux
- l'annulation de la dette du 1/3 monde
- un impôt progressif sur le capital et ses profits, en vue d'écrêter radicalement les hauts revenus et donc de réduire fortement les inégalités
- le partage des gains de productivité dans les entreprises entre les salaires, la protection sociale et les investissements, afin de mettre un terme à l'accaparement de la valeur ajoutée par les dividendes
- la préservation de tous les services publics et de la protection sociale (assurance maladie et retraites) de toute pénétration du capital privé
- la soutenabilité écologique

Arbitrage 2007 entre les leviers d'action pour un équilibre en 2020 :
 niveau relatif des pensions (abscisse), hausse des cotisations (ordonnée)
 et âge moyen effectif de départ en retraite.

